



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD

Logement - Exercice de la compétence gestion du Fonds de Solidarité Logement (FSL) Métropolitain - Convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le 1er trimestre 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence Fonds de Solidarité Logement (FSL) sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018, à la suite des transferts intervenus avec le Département.

La continuité de la qualité de service rendu aux bénéficiaires de ce dispositif nécessite le maintien du processus informatique de traitement et de gestion des demandes développé par l'administration départementale pour une durée transitoire d'un an supplémentaire par rapport à la convention initiale approuvée respectivement par les assemblées délibérantes de la Métropole et du Département le 27 novembre 2017 et le 18 décembre 2017 et qui s'achève le 31 décembre 2019.

La présente convention définit les conditions de mise en œuvre de ces interventions pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2020.

Elle est circonscrite au seul périmètre du FSL, les dispositions techniques et financières relatives au transfert des routes départementales et concernant le maintien d'un logiciel d'édition automatique de courrier et d'un photocopieur, étant désormais caduques.

Elle demeure établie en application des articles L.5217-7 et L.5215-27 du Code général des Collectivités territoriales et porte désormais sur les points suivants :

- pilotage, supervision, mise à jour des procédures et des interfaces du logiciel départemental de gestion globale du FSL mis à disposition de la Métropole ;
- maintenance du système métropolitain de traitement des données ;
- hébergement des logiciels et données, réalisation de requêtes, archivage électronique ;
- évolution des applications demandées par les deux parties ou la Métropole.

Les prestations de maintenance, de supervision et de contrôle ainsi que les demandes d'interventions spécifiques de la Métropole feront l'objet d'un titre annuel établi par le Département à l'attention de la Métropole, au plus tard le 30 juin 2020.

Seules les demandes d'évolution ou d'adaptation de la solution informatique effectuées à la demande de la Métropole et à son usage unique lui seront refacturées.

Le montant des prestations relevant de cette convention de continuité informatique de gestion du FSL est estimé à environ 5 000 € TTC pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2020, hors demandes d'évolution et d'adaptations spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de continuité de gestion informatique avec le Département de l'Hérault pour le premier trimestre 2020 ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-107382-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.